



1. Contexte

La Région du Ouaddaï, est composée de trois Départements : Ouara, Assoungha et Abdi. Elle s'étend sur une superficie de 29 940 Km² et est limitée au nord par la région du Wadi Fira, à l'est par le Soudan, au sud par le Dar Sila et à l'ouest par le Batha. Le Ouaddaï compte 639 058 habitants répartis entre les principaux groupes ethniques dont Ouaddaïens, Goranes, Zaghawas, Massalites, Peuls, Haoussas, Tamas, For et Arabes.

Abéché, capitale du Sultanat du «Dar Ouaddaï», a été fondée par le Sultan Abdelkerim au milieu du 19^{ème} siècle suite à l'abandon de l'ancienne capitale «Ouara» à cause du manque d'eau.

Marquée par des attaques régulières de groupes rebelles, des incursions des milices armées appelées jenjawids à partir du Soudan voisin ainsi que des conflits intercommunautaires depuis l'année 2004, la situation sécuritaire à l'est du Tchad a connu une évolution positive dès la fin de 2009. Avec l'accord de Paix signé entre le Tchad et le Soudan en février 2010, une brigade mixte tchado-soudanaise a été créée pour assurer la sécurité le long de la frontière commune afin d'empêcher les mouvements transfrontaliers d'éléments armés. Ce réchauffement de relations a favorisé la réouverture de la frontière entre les deux pays, la normalisation des échanges, la reprise des relations commerciales et la relance des accords de coopération multisectoriels qui avaient été gelés.

A l'annonce du retrait des troupes de la MINURCAT avant décembre 2010, les incidents de sécurité se sont multipliés sous des formes variées: banditisme, kidnapping et attaques des civils. Depuis la mise en place de la force mixte tchado-soudanaise, le renforcement des équipes du DIS et une série d'autres mesures qui ont été prises par le Gouvernement, une certaine amélioration de la situation a été observée. Toutefois, il faut du temps pour que la tendance sécuritaire actuelle se confirme. Malgré cette amélioration, certaines zones (Borota dans l'Assoungha ; Moudeina, Koloye, Adé et Tissi dans le Sila) restent peu couvertes par les acteurs humanitaires qui s'étaient

retirés pour des raisons sécuritaires ou autres. Bon nombre de déplacés hésitent toujours à retourner dans leurs villages d'origine.

La gestion de la sécurité est assurée principalement par les autorités locales avec à leur tête le gouverneur du Ouaddai. Pour assumer les responsabilités prises dans la résolution 1923 du Conseil de Sécurité de l'ONU, le Gouvernement a mis en place, à travers la Commission Nationale de Soutien aux Activités Humanitaires et au Détachement intégré de Sécurité (CONSAHDIS) OCHA et les ONGs, un mécanisme de gestion et de sécurisation de l'espace humanitaire, à travers 12 bureaux de sécurisation et des mouvements (BSM) locaux. Le BSM fut lancé officiellement le 1^{er} juillet 2010 mais reste peu fonctionnel. Il est espéré qu'en 2011, la planification et la mise en œuvre des escortes se poursuivront pour faciliter l'accès.

Le sous-bureau OCHA d'Abéché, ouvert en 2006, assure la coordination des interventions des acteurs basés à Abéché et sert de support logistique à tous les bureaux de terrain de l'est. Il couvre les interventions dans les départements du Ouara (ville d'Abéché et alentours), d'Abdi dans le Ouaddai, de Djourouf Al Ahmar dans le Sila et dans les Régions de Wadi Fira et du Salamat. Le département de l'Assoungba est couvert, depuis 2007, par le sous-bureau OCHA de Farchana.

2. Situation humanitaire

2.1. Groupes cibles

La situation humanitaire est caractérisée par la présence des réfugiés, des déplacés, des retournés et de la population locale.

Réfugiés soudanais

Quatre grands camps de réfugiés se trouvent dans le Ouaddaï et totalisent 93 280 personnes, dont 21 786 à Farchana, 19 691 à Gaga, 17 780 à Treguine et 34 023 dans le camp de Bredjing.

Personnes déplacées internes

Le Ouaddaï compte six sites des personnes déplacées internes qui sont concentrés dans le département de l'Assoungba. Ci-dessous les effectifs des déplacés au 31 décembre 2010 :

Sites des Déplacés	Effectifs
Arkoum	4 965
Goungour	5 782
Goundiang	1 249
Alacha	3 290
Hille djedid	2 032
Goundo	2 500
TOTAL	19 818

Statistiques de Réfugiés et IDP dans l'Assoungba . Déc.10- Source : UNHCR Farchana

Retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine

Suite au retour de la stabilité dans certaines zones, bon nombre de déplacés sont retournés chez eux, principalement dans la sous-préfecture de Borota. Toutefois, on constate plus de mouvements pendulaires que d'installation définitive. La plupart de ces retournés sont principalement motivés par l'accès à la terre, naguère quasi-impossible dans les sites. Par rapport au retour, les avis divergent selon les sites. Les missions conduites par les humanitaires entre décembre 2010 et mars 2011, par les humanitaires, ont permis de noter à Arkoum, la volonté des IDPs de rentrer immédiatement si certaines dispositions sont prises en leur faveur. Parmi ces priorités, on note la sécurité, la disponibilité du matériel pour la construction d'abris, la mise en place de points d'eau potable, la construction d'un centre de santé et d'une école. Les effectifs à ce jour sont de 3 770 volontaires au retour pour le seul site d'Arkoum. Une autre mission conjointe

l'évaluation sera incessamment conduite par le Préfet dans les localités d'accueil et d'installation des futurs retournés. Il est projeté que les autres sites d'IDP fassent aussi l'objet de visite d'écoute et d'évaluation.

A Adré (chef lieu du Département de l'Assoungba) par contre, les IDP rencontrés en grand nombre ne semblent pas prêts à retourner dans leurs villages d'origine, malgré l'absence d'aide, tant ils sont hantés par les incursions/attaques continues des éleveurs arabes. D'ailleurs sur leur site, une grande mosquée en briques cuites est en cours de construction très avancée.

A ce jour, environ 50 000 déplacés sont déjà retournés à leur poste dans leurs villages, selon le HCR.

Populations hôtes

A Abéché, bien que de nombreuses organisations soient présentes, très peu d'entre elles mettent en place des programmes au sein de la ville et ses alentours. Leurs programmes concernent principalement les sites de déplacés et des réfugiés près de la frontière soudanaise. Ainsi, les problèmes récurrents d'eau, de malnutrition, de sécurité alimentaire, de santé (méningite, rougeole, etc.) restent une préoccupation majeure pour la population autochtone.

En ce qui concerne l'Assoungba, des entretiens avec les autorités locales indiquent qu'il y a une bonne cohabitation entre les autochtones et les personnes déplacées. De même, les retournés qui vont et viennent entre la zone de Borota et les sites de déplacés, (dont certains depuis 3 ans) cohabitent sans problème avec la communauté locale (même mosquée, marché, école et centre de santé). Les vulnérabilités chroniques enregistrées dans certains villages hôtes ont été exacerbées par l'afflux massif des déplacés et des réfugiés ainsi que la concurrence/pression d'une telle présence sur les ressources naturelles (pâturages, eau, terres, bois de chauffe, etc.) déjà maigres dans cette zone sahélienne. Les programmes d'accompagnement au retour devraient tenir compte de toutes ces réalités pour être réellement bénéfiques à la population. Des taux de malnutrition critiques ont été révélés aussi dans certaines localités dans l'Assoungba.

2.2. Situation sectorielle et principales opérations

Dans l'Assoungba, en ce qui concerne les personnes déplacées internes, les besoins exprimés aux récentes missions ont été plus explicites et évoluent de l'assistanat vers une volonté d'auto-prise en charge. Des efforts restent à faire en vue de la création de conditions durables pour le retour, la relocalisation ou l'intégration de ces personnes, conformément aux principes directeurs régissant les IDP.

Sécurité alimentaire

D'une manière générale, la situation alimentaire demeure une préoccupation, même si la production agricole est bonne cette année. Mais les dégâts causés par les débordements des Ouadis et les troupeaux amenés par les éleveurs soudanais sont également à noter. La situation se stabilisera lorsque les dettes accumulées sur des années de pénurie seront totalement résorbées et les AGR développées.

Le PAM, la FAO, SECADEV, ATURAD, ACF et FICR interviennent dans la distribution générale des vivres, des programmes de vivres contre travail, distribution des semences de cultures pluviales et maraîchères, les intrants et les outils agricoles, compléments alimentaires pour le bétail et la vente subventionnées de céréales. Le PAM mène aussi des programmes de vivres contre travail, de protection de semences, etc.

Dans l'Assoungba, la majorité des personnes déplacées ne reçoivent plus de l'aide alimentaire. Les actions visant la relance, menées par divers acteurs à travers les distributions de semences et d'outils agricoles commencent à permettre un début d'auto-prise en charge alimentaire. L'accès à la terre ne pose réellement pas de problème ni pour les populations hôtes ni pour les déplacés et les retournés. Ce sont plutôt les débordements des ouadis ainsi que les dévastations causées par les animaux transhumants qui entraînent le plus souvent des conflits entre populations.

Nutrition

Abéché est frappée aussi par la crise nutritionnelle. La malnutrition constitue la cause majeure de morbidité et de mortalité chez les personnes vulnérables. Les causes principales de cette vulnérabilité incluent la cherté de la vie dans la ville qui ne permet pas aux couches vulnérables de la population d'avoir des aliments suffisants pour les familles. La plupart se contentent d'un seul repas par jour et souvent ce dernier ne contient pas les nutriments suffisants.

Pour l'Assoungha, la dernière enquête nutritionnelle menée par le PAM et ses partenaires a montré la précarité chronique de la situation dans la zone. Cette précarité s'explique par le difficile accès à la terre, la surpopulation dans certaines zones alors que les terres cultivables sont limitées et la surexploitation des terres qui les rend peu fertiles. Cela est aggravé par le suivi difficile de la situation nutritionnelle dans certains villages, surtout dans les zones de retour par manque de structures appropriées (Centre de Santé) pour le dépistage et la prise en charge

Santé

L'hôpital de référence régional d'Abéché bénéficie de l'appui du CICR dans le service chirurgical et celui d'urgence. MSF Suisse y développe un programme de traitement des fistules et appui dans la maternité. LONG BASE a mis à la disposition de l'hôpital un médecin. L'OMS et l'UNICEF apportent un appui à l'hôpital et à toute la région chacun selon son mandat (médicaments, équipements, véhicules, et.). Le Centre de santé d'Abdi est soutenu par le Projet PAS de l'Union Européenne à travers LONG COOPI mais cet appui est loin de couvrir les besoins exprimés : pas de maternité, de sage femme ni d'ambulance ; manque d'équipements, de personnel et de matériel, pas de laboratoire ni de radio.

La région du Ouaddaï compte 4 districts sanitaires (deux fonctionnels) et 60 centres de santé (48 opérationnels). Selon les estimations, pour Abéché seulement, la moyenne est d'un médecin pour 245 450 personnes et un infirmier pour 11 320 personnes alors que les normes de l'OMS requièrent 1 médecin pour 10 000 habitants et 1 infirmier diplômé d'État pour 5 000 personnes. Ces proportions sont plus critiques si on considère toute la région.

Dans l'Assoungha, l'accès aux services sanitaires est assez précaire. L'hôpital de district d'Adré connaît un sérieux manque de personnel et d'équipements. Depuis le retrait de MSF Hollande, cet hôpital tourne avec un seul médecin. Il bénéficie actuellement de l'appui de LONG CSSI. Les populations consultent essentiellement pour les maladies d'origine hydrique. Les déplacés et la population locale d'Arkoum bénéficient des soins de base au centre de santé de la localité géré par LONG BASE. Les retournés de Borota et villages environnants, eux, vont à Borota centre (chef-lieu de sous-préfecture) pour se faire soigner. Cependant, le centre de santé est tenu par un garçon de salle.

Eau

Dans la ville d'Abéché, l'eau servie par la société nationale d'eau (STEE) est insuffisante. Le CICR mène un programme de réhabilitation de quelques puits d'eau situés dans les quartiers défavorisés de la ville où l'accès à l'eau est très difficile. Mais ce programme reste insuffisant par rapport aux besoins des populations de cette ville en pleine croissance et de ses environs. Dans les alentours d'Abéché, la nappe phréatique n'est pas accessible à certains endroits, ce qui pousse à faire de longues distances (plus de 30 km) pour arriver à un point d'eau.

L'accès à l'eau relève d'une gageure dans l'Assoungha, particulièrement dans la zone de retour de Borota. Le seul puits de la localité a montré ses limites obligeant les populations à s'approvisionner dans les ouadis, avec tous les risques de maladies possibles. Des tentatives de forage de points d'eau par le CICR et l'UNICEF n'ont pas abouti pour des raisons sécuritaires.

Education

Les missions d'évaluation effectuées dans les départements du Ouara et d'Abdi ont révélé que dans la plupart des cas, les écoles existent mais il n'y a pas d'enseignants. Les enseignants qualifiés sont devenus rares et souvent les parents s'organisent pour payer les maîtres communautaires, mais leur nombre reste de loin insuffisant par rapport aux besoins exprimés. La qualité de l'enseignement qu'ils dispensent est de plus en plus dépréciée. Les anciennes habitudes consistant à garder les enfants à la maison pour les travaux ménagers commencent à

réapparaître dans certaines localités. Malgré les efforts du PAM à travers les programmes de cantines scolaires et de l'UNICEF, les mariages précoces demeurent une des principales causes de la déscolarisation des filles.

Il est difficile de parler d'éducation, particulièrement dans les zones de retour. A Borota, l'école, bien que construite en matériaux durables, est tenue par une volontaire, avec l'appui d'un étudiant.

Par ailleurs, la question des écoles coraniques - qui privaient bon nombre d'enfants de la scolarisation - vient d'être réglée par le Président de la République. Celui-ci a ordonné que tous les enfants fréquentant ces écoles soient inscrits aux écoles primaires les plus proches.

Inondations

De Juillet à Septembre 2010, de graves inondations ont affecté une bonne partie du territoire tchadien. Dans le Ouaddaï, les zones les plus touchées étaient Abdi, la périphérie d'Abéché et quelques autres villages. Les dégâts ont été énormes à Abdi où les champs ont été détruits, plus de 300 têtes de bétail tuées, des maisons se écroulées, etc. Un comité de crise piloté par le Gouverneur et le délégué des Affaires sociales assistés des représentants de la communauté humanitaire a été mis sur pied pour coordonner l'assistance à ces victimes. Le Ministère des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale et de la Famille a mobilisé des aides en vivres et en non vivres de la part du Gouvernement. Du côté des Agences humanitaires, l'UNICEF a donné des NFIs, le PAM des vivres et la FAO sur fonds CERF a lancé des distributions des semences et outils agricoles.

Protection

Les principales violations des droits de l'homme sont liées aux violences sexuelles faites aux femmes, violences conjugales, les mutilations génitales féminines, le mariage précoce, etc. L'Association pour la promotion des libertés fondamentale (APLFT), assiste les personnes déplacées de l'Assoungha dans ce domaine. Des séances de sensibilisation de la communauté et des leaders sur ces problèmes sont régulièrement organisées.

Pour pallier la méconnaissance des textes élémentaires de lois par la population, rapprocher la justice des justiciables et promouvoir le droit de défense, le PNUD a ouvert à Abéché la Maison des Avocats. Il a également organisé une série de formations à l'intention des juges de paix professionnels et ceux non professionnels (les sous préfets) pour renforcer leur capacité. Il a aussi financé les descentes sur terrain des magistrats d'Abéché pour l'organisation des audiences foraines en collaboration avec le HCR. Bientôt un projet de cliniques juridiques dans les villages de retour sera lancé pour assister les retournés dans les problèmes éventuels qu'ils peuvent.

Dans l'Assoungha, le HCR et ses partenaires (HIAS, APLFT, et le CICR) œuvrent aussi bien aux côtés des réfugiés que des déplacés et des populations hôtes en vue de leur protection.

Actuellement ce sont les violences domestiques qui prévalent dans la zone. La raison de ces violences est probablement la consommation de l'alcool par les hommes. Les grossesses non désirées arrivent dans la petite proportion. Les tentatives de viol, de violence durant les recherches de feu ou de bois de chauffe ont énormément régressé, comparé à l'année dernière. Il convient de noter que les actions de prévention ont produit beaucoup d'effets à travers les comités de prévention en cours d'installation et les sensibilisations.

Solutions durables

A l'est du Tchad, environ 50 000 déplacés sont déjà retournés chez eux ou dans les localités proches de leurs villages d'origine. Ce mouvement de retour s'est amorcé en 2008. Pour la Région du Ouaddaï, ces retours sont observés dans les zones de Borota (Borota centre et villages alentour) dans l'Assoungha. Toutefois, les interventions humanitaires en faveur des retournés restent plus actives dans le Sila que dans l'Assoungha à cause de l'accès humanitaire limité dans les localités de retour. Seules les ONG locales opèrent dans cette zone, mais l'ONG Première Urgence (PU) entend y développer très prochainement des programmes d'accompagnement. Les efforts sont déployés pour la mise sur pied à Abéché du cluster relèvement précoce présidé par le Gouverneur et co-présidé par le PNUD. Ce cluster est le cadre approprié pour discuter de toutes

les questions liées au retour et solutions durables, les activités dans les villages de retour et de la transition de l'urgence à la relance.

Des intentions d'intégration résident également dans l'Assoungha notamment à Adré où le rapport d'une mission conjointe des acteurs humanitaires effectuée sur le terrain en décembre 2010 indique que les déplacés ont choisi vraisemblablement de rester sur place.

A Arkoum, PU a fait un sondage d'opinion sur un échantillon de 117 ménages (IDPs). Il en ressort que 30% de ces ménages préfèrent, pour le moment, rester sur place.

La stratégie nationale sur les solutions durables pour les personnes déplacées est en phase de validation par le Gouvernement tchadien. Une table ronde sera organisée sur cette question dans les jours à venir. Quand elle sera validée, cette stratégie servira de feuille de route aux acteurs humanitaires pour l'accompagnement des déplacés dans le processus de retour et d'auto-prise en charge. En attendant, certains acteurs humanitaires tels que SECADEV et l'Association des Témoins des Urgences et d'Actions de Développement (ATURAD) aident les retournés à s'installer dans leurs villages d'origine.

3. Présence acteurs/domaine d'intervention

Abéché

Les agences des Nations Unies sont représentées à Abéché, à l'exception du HCR qui n'est pas très présent. Il y a une trentaine d'ONG internationales en plus d'une quinzaine d'ONG nationales. Mais ces agences humanitaires œuvrant dans la ville d'Abéché (CICR, ACF, PAM, FAO, MSF Suisse, OXFAM GB, IMC et autres) ne parviennent pas à couvrir tous les besoins de la population.

Il faut noter que les ONG locales commencent à se mobiliser sérieusement pour prendre en charge certains problèmes de la ville dont l'environnement et la santé de la reproduction etc.

Assoungha Trois agences des Nations Unies sont basées dans l'Assoungha: HCR, PAM, OCHA. L'UNICEF et la FAO interviennent également mais à partir d'Abéché, ce qui crée un gap énorme surtout pour les clusters qui se retrouvent sans supervision.

Les ONG et organisations internationales intervenant dans la zone sont : SECADEV, PU, GTZ, CICR, FICR, HIAS, AFRICARE, IRC, IRD, RET, EIRENE, ACT, SIL, BCI et JRS.

A ces agences et organisations internationales, s'ajoutent des structures et ONG nationales/locales à savoir : CRT, CORD, CSSI, APLFT, ATURAD, BASE, CNAR

Une grosse difficulté sur le plan de la coordination/concertation est que tous ces intervenants sont basés à divers endroits : Farchana, Hadjer Hadid, Adre, Gaga, Arkoum.

Les autres se sont retirés de la zone depuis l'année dernière suite à l'insécurité. Certaines zones comprenant les villages de retour ne sont pas couvertes par la présence des acteurs humanitaires.

4. Mécanismes de coordination

Après Ndjamena, Abéché reste un centre important des opérations humanitaires regroupant aussi bien toutes les agences des Nations Unies et les ONG Internationales et Locales. Abéché continue à jouer un grand rôle de logistique et de coordination aussi bien pour les autres bases de Koukou, Goz Beida et Farchana, mais également pour tous les acteurs humanitaires que ce soit ceux des agences des Nations Unies, des ONG ou des programmes de développement qui transitent dans la ville.

La coordination au niveau d'Abéché est basée sur l'approche sectorielle/cluster

Clusters opérationnels à Abéché : Sécurité alimentaire (PAM/FAO), Education, (UNICEF/DRE), Santé (OMS/DRS), Nutrition (UNICEF/DRS), eau et assainissement (UNICEF), Sous cluster Santé de la reproduction (UNFPA), Sous cluster protection de l'enfance (UNICEF), Sous cluster VBG (UNFPA). Les clusters à relancer sont la logistique et le Relance/retour et solutions durables. Les réunions UNHAS User group se tiennent régulièrement.

Pour bien asseoir sa stratégie de coordination, OCHA entretient de relations très privilégiées avec les autorités locales de la région du Ouaddai ainsi que les services décentralisés de l'Etat pour les impliquer activement dans la conception, la mise en place et la gestion des programmes.

Même si le Wadi Fira est une région à part entière, le gouverneur basé à Biltine fait souvent appel à OCHA pour y tenir des réunions de coordination avec les partenaires humanitaires.

Dans l'Assoungha

OCHA assure la coordination globale inter agences. Le PAM et le HCR sont en charge de la coordination sectorielle (cluster) conformément à la Réforme humanitaire de 2006¹. Toutefois, certains secteurs tels que santé/nutrition/Wash demeurent sans réel leader. Il en est de même pour l'Éducation et le Groupe de travail pour les solutions durables. Un cadre de concertation périodique entre Humanitaires et Autorités est aussi mis en place et est présidé par le Préfet du département avec l'appui de OCHA. Les réfugiés étant aussi une population cible importante pour les humanitaires dans l'Assoungha, il est également mis en place en liaison avec OCHA, une coordination/forum d'échange mensuel pour discuter des questions liées à la protection et à l'assistance à ces personnes.

5. Principaux défis

A Abéché

- Réunions de coordination :
 - L'analyse de la sécurité n'est pas assez développée par manque d'éléments objectifs d'analyse et par le caractère imprévisible du contexte de l'est du Tchad.
- Clusters :
 - Présence réduite du HCR pour les 3 clusters cités ci-haut, relocalisation à Ndjamena du bureau du HCR et consolidation des bureaux périphériques.
 - Présence réduite d'OCHA dans les clusters faute de sous-staffing qui handicape leur suivi et évaluation.
 - Certaines incohérences dans la gestion des clusters entre NDjaména, Abéché et le terrain.
- Le Département d'Abdi ne connaît pas de présence permanente des acteurs humanitaires. Il est supervisé à partir d'Abéché.

Dans l'Assoungha

- Le retour dans la dignité des personnes déplacées à regagner leurs villages d'origine et de la réintégration de celles qui préfèrent rester sur leur lieu de déplacement. Le processus est conjointement engagé par les autorités et les humanitaires dans le respect strict des principes Directeurs. L'engagement des acteurs en vue des réponses pour une solution durable demeure une préoccupation.
- Présence humanitaire limitée dans les sites des déplacés (quelques rares ONGs). Des secteurs entiers ne sont pas pris en charge par manque d'acteurs et de moyens financiers (par exemple l'eau et l'assainissement dans les sites des IDPs).
- L'insécurité du fait des braqueurs constitue un frein aux mouvements et l'accès humanitaire et empêche le développement des activités en faveur des zones de retour. Les humanitaires sont obligés de se faire escorter par le DIS dont la faiblesse des ressources humaines et logistiques constituent un obstacle.
- Redynamisation du cluster relance et solutions durables

¹ Cf. le tableau des cadres de coordination de l'Assoungha